



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES VOSGES

DIRECTION DE L'ANIMATION  
DES POLITIQUES PUBLIQUES

Épinal, le 15 DEC. 2014

Bureau de l'environnement  
Affaire suivie par : Bertrand FALTRAUER  
Téléphone : 03 29 69 87 62  
Fax : 03 29 69 87 49  
Courriel : bertrand.faltrauer@vosges.gouv.fr  
Horaires d'ouverture du bureau :  
du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00  
Et au-delà sur rendez-vous

**RECOMMANDE AVEC**  
**ACCUSE DE RECEPTION**

Monsieur,

Par lettre du 25 novembre 2014, je vous ai transmis, pour observations éventuelles, un projet d'arrêté modifiant les conditions d'exploitation de votre établissement situé sur le territoire de la commune de VITTEL.

Ce projet d'arrêté n'ayant appelé aucune observation de votre part, j'ai l'honneur de vous adresser ci-joint deux copies de mon arrêté en date de ce jour.

Une copie de cet arrêté devra être affichée en permanence et de façon visible dans vos locaux à VITTEL, conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement.

Par ailleurs, je vous informe que je fais insérer à vos frais, dans deux journaux locaux diffusés dans tout le département des Vosges, un avis destiné à informer le public.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le Préfet et par délégation,

Le Secrétaire Général,

Eric REQUET

Société NESTLE WATERS SUPPLY EST  
Avenue des Thermes  
BP n°43  
88800 VITTEL



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES VOSGES

DIRECTION DE L'ANIMATION  
DES POLITIQUES PUBLIQUES  
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

**Arrêté préfectoral n° 2828/2014 du 15 DEC. 2014**  
**modifiant les conditions d'exploitation de la société NESTLE WATERS SUPPLY EST**  
**à VITTEL.**

Le préfet des Vosges  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- Vu le code de l'environnement, livre V, titre 1<sup>er</sup> relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu la nomenclature des installations classées ;
- Vu le décret du Président de la République du 22 février 2013 portant nomination de M. Gilbert PAYET en qualité de préfet des Vosges ;
- Vu l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant de la rubrique n°2921 de la nomenclature des installations classées ;
- Vu l'arrêté n°420/14 du 7 mars 2014 portant délégation de signature de M. Éric REQUET secrétaire général ;
- Vu l'avis et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 21 octobre 2014 ;
- Vu l'avis favorable du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques en date du 25 novembre 2014 ;
- Vu le projet d'arrêté transmis pour observations éventuelles à la société NESTLE WATERS SUPPLY EST en date du 25 novembre 2014 ;

Considérant que la société NESTLE WATERS SUPPLY EST n'a émis aucune remarque sur le projet d'arrêté ;

Considérant que la société NESTLE WATERS SUPPLY EST à VITTEL est exploitant d'installations assurant une fonction de refroidissement par refroidissement évaporatif mettant en œuvre un procédé de dispersion d'eau dans un flux d'air ;

Considérant que la surveillance de la concentration en légionelles dans le circuit de ces installations et les modalités de transmission des résultats des analyses avaient été renforcées par arrêtés préfectoraux n°415/2011 du 15 février 2011 et n°957/2005 du 26 avril 2005 lorsque les dispositions ministérielles applicables à ce type d'installation prévoyaient des fréquences de suivi plus faibles et une transmission des résultats annuellement, et que le taux d'incidence de légionelloses en Lorraine était supérieur aux taux d'incidence national ;

Adresse postale : Préfecture des Vosges - Place Foch - 88026 EPINAL CEDEX  
Téléphone : 03 29 69 88 88 - Télécopie : 03 29 82 42 15

- Considérant que le taux d'incidence de légionelloses en Lorraine est en 2012 et 2013 proche du taux d'incidence national ;
- Considérant que l'encadrement de l'exploitation des tours aéroréfrigérantes a été renforcé par arrêté ministériel du 14 décembre 2013 ;
- Considérant dès lors que les prescriptions complémentaires imposées exclusivement en Lorraine ne se justifient plus;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Vosges;

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

L'exploitation des installations de refroidissement évaporatif de la société NESTLE WATERS SUPPLY EST à VITTEL s'effectue conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

### **Article 2 :**

Les dispositions suivantes sont abrogées :

<b>N° d'arrêté</b>	<b>Date</b>	<b>Article(s) et alinéa(s)</b>
415/2011	15 février 2011	Chapitre 8.1
957/2005	26 avril 2005	Tous les articles

### **Article 3 :**

Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

#### Article 4 :

Le secrétaire général de la préfecture des Vosges, la sous-préfète de Neufchâteau, la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement et le maire de VITTEL sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'établissement NESTLE WATERS SUPPLY EST et dont copie sera déposée à la mairie de VITTEL et pourra être consultée. Une copie de cet arrêté sera affichée à la mairie de VITTEL pendant une durée minimum d'un mois, publiée sur le site internet de la préfecture des Vosges, pour une durée identique, et sera affichée en permanence de façon visible sur l'exploitation par les soins du pétitionnaire. Un avis sera également inséré, par les soins du préfet des Vosges et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux diffusés dans tout le département des Vosges.

Fait à Épinal, le 15 DEC. 2014

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général

Éric REQUET



*Délais et voies de recours : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif territorialement compétent, par le pétitionnaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, et par les tiers dans un délai d'un an à compter de la dernière formalité de publicité, dans les conditions prévues par les articles L514-6 et R514-3-1 du code de l'environnement.*